

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 24 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2022

Contexte et constats

Publié sur 

COOPERATIVE EUREDEN (ex TRISKALIA et COOPAGRI BRETAGNE)

34 RUE FERDINAND BUISSON
29300 Mellac

Références : UD35/2022-679
Code AIOT : 0005515837

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement COOPERATIVE EUREDEN (ex TRISKALIA et COOPAGRI BRETAGNE) implanté ZI La Brohinière 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du signalement, par l'Office Français de la Biodiversité, d'un état dégradé des eaux qui transitent par le fossé qui jouxte les installations COOPERATIVE LE GOUessant et où transitent les eaux pluviales de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE EUREDEN (ex TRISKALIA et COOPAGRI BRETAGNE)
- ZI La Brohinière 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
- Code AIOT : 0005515837
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est constituée uniquement de silos de stockage et d'équipement de chargement des véhicules poids-lourds. La matière provient directement de l'installation voisine AOC.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative et descriptif des activités
- Gestion des eaux pluviales
- Contrôle périodique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 12/07/2010, article L. 512-11	/	Sans objet
2	Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.1	/	Sans objet
3	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Valeurs limite de rejet des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En l'absence de personnel sur site, il n'a pas été possible de récupérer certaines informations nécessaires à évaluer la situation de l'installation par rapport aux prescriptions réglementaires applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2010, article L. 512-11
Thème(s) : Autre, Réalisation du contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'État en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation.</p> <p>Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés.</p> <p>Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. Il fixe notamment la périodicité, les modalités de fonctionnement du système de contrôle et, en particulier, les conditions d'agrément des organismes contrôleurs et les conditions dans lesquelles les résultats sont tenus à la disposition de l'administration ou, lorsque certaines non-conformités sont détectées, transmis à l'autorité administrative compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les informations disponibles concernant la situation administrative du site et son activité proviennent uniquement des démarches de déclaration faites par l'ancien exploitant et la déclaration de changement d'exploitant faite en janvier 2021 par le nouvel exploitant Cooperative Eureden. En particulier, le descriptif précis des activités exercées sur site aujourd'hui est inconnu.</p> <p>> L'exploitant transmet à l'Inspection un descriptif des activités exercées sur site et, le cas échéant dans le cas d'un maintien d'activité soumise à déclaration avec contrôle, les résultats du dernier contrôle périodique de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réseau de collecte et eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte et eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Constats : Au regard des constats faits sur site, il ne semble pas que l'installation émette d'eaux résiduaires. A minima un point de rejet des eaux pluviales a été repéré. Il se situe sur le même tronçon du réseau des eaux pluviales de la zone d'activité que celui de l'installation AOC et Coopérative Le Gouessant.</p> <p>> L'exploitant transmet à l'Inspection un descriptif des réseaux d'eaux de l'installation dans un délai d'un mois. Il précise si les réseaux sont équipés de dispositifs de traitement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.</p> <p>Constats : L'installation est déclarée pour des activités 2160.2 et 2718. L'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif aux activités à déclaration au titre de la rubrique 2160 ne prévoit pas de suivi particulier des eaux pluviales, à l'inverse de l'arrêté réglementant les activités déclarés au titre de la rubrique 2718.</p> <p>> Dans le cas où les activités soumises à déclaration au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature existent encore, l'exploitant transmet le dernier résultat de la surveillance des eaux pluviales de l'installation dans un délai d'un mois. Si les activités au titre de la rubrique 2718 ne sont plus pratiquées sur site, l'exploitant en déclare la cessation et met en oeuvre les mesures de cessation inhérente.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limite de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH : 5,5 - 8,5 ;- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;- indice phénols : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ;- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;- métaux totaux : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne annuelle quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p>
Constats : Pour information de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet